



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 089-24-AOO

Mise en place et maintenance d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

Tranche ferme : Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/ SALE

Tranche conditionnelle : Maintenance, assistance technique et évolution de la solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)-TF	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)-TC	3
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	5
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	5
ARTICLE 03 : TYPE DU MARCHE	5
ARTICLE 04 : DECOMPOSITION EN TRANCHES	5
ARTICLE 05 : INDEMNITES	5
ARTICLE 06 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 07 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	6
ARTICLE 08 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	6
ARTICLE 09 : RESILIATION	6
ARTICLE 10 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	7

ARTICLE 11 :	REGLEMENT DES DIFFERENDS _____	7
ARTICLE 12 :	CAS DE FORCE MAJEURE _____	7
ARTICLE 13 :	ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION _____	7
ARTICLE 14 :	NANTISSEMENT _____	7
ARTICLE 15 :	FORMALITE D'ENREGISTREMENT _____	8
ARTICLE 16 :	DROIT APPLICABLE _____	8
ARTICLE 17 :	DROITS ET TAXES _____	8

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES-TF _____ 9

ARTICLE 01 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	9
ARTICLE 02 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	9
ARTICLE 03 :	DELAI D'EXECUTION _____	9
ARTICLE 04 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE _____	9
ARTICLE 05 :	DELAI ET NATURE DE GARANTIE _____	10
ARTICLE 06 :	VALIDATION ET RECEPTION DES LIVRABLES _____	10
ARTICLE 07 :	RECEPTION DEFINITIVE _____	10
ARTICLE 08 :	MODALITES DE PAIEMENT _____	10
ARTICLE 09 :	PENALITES POUR RETARD _____	11
ARTICLE 10 :	BREVETS _____	12
ARTICLE 11 :	NORMES _____	12
ARTICLE 12 :	FORMATION DU PERSONNEL _____	12
ARTICLE 13 :	LIVRABLES _____	12
ARTICLE 14 :	CONFIDENTIALITE _____	13
ARTICLE 15 :	DESCRIPTION DU PROJET _____	13
ARTICLE 16 :	QUALITE DE SERVICE _____	23
ARTICLE 17 :	AUDIT _____	23
ARTICLE 18 :	PLAN D'ASSURANCE DE SECURITE _____	24
ARTICLE 19 :	RESPECT DES REGLES DE LOI 05-20 RELATIVE A LA CYBERSECURITE _____	24
ARTICLE 20 :	DEFINITION DES PRIX _____	24

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES-TC _____ 25

ARTICLE 01 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	25
ARTICLE 02 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	25
ARTICLE 03 :	BREVETS _____	25
ARTICLE 04 :	NORMES _____	25
ARTICLE 05 :	DUREE DU MARCHE _____	25
ARTICLE 06 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE _____	25
ARTICLE 07 :	DELAI DE GARANTIE _____	26
ARTICLE 08 :	RECEPTION DES PRESTATIONS _____	26
ARTICLE 09 :	MODALITES DE PAIEMENT _____	26
ARTICLE 10 :	PENALITES POUR RETARD _____	26
ARTICLE 11 :	GARANTIE PARTICULIERE _____	26
ARTICLE 12 :	CONFIDENTIALITE _____	27
ARTICLE 13 :	MAINTENANCE DE LA SOLUTION _____	27

ARTICLE 14 : ÉVOLUTION DE LA SOLUTION _____ 29

ARTICLE 15 : DEFINITION DES PRIX _____ 29

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N° 089-24-AOO

Le **jeudi 18 juillet 2024 à 10h00**, il sera procédé, dans la salle de la Commission d'Appels d'Offres située au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Mise en place et maintenance d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE.**

Tranche ferme : Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/ MOHAMMED V et RABAT/ SALE

Tranche conditionnelle : Maintenance, assistance technique et évolution de la solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et **à titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **260 000,00 DH**

La constitution du cautionnement provisoire doit être effectuée **exclusivement par voie électronique via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) mentionné ci-dessous.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de :

- **Tranche ferme : 14 760 000,00 DH.**
- **Tranche conditionnelle : 2 880 000,00 DH/An**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

En effet, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 089-24-AOO

Mise en place et maintenance d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

Tranche ferme : Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/ MOHAMMED V et RABAT/ SALE

Tranche conditionnelle : Maintenance, assistance technique et évolution de la solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)-TF	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)-TC	3

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Mise en place et maintenance d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE.**

Tranche ferme : Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/ MOHAMMED V et RABAT/ SALE

Tranche conditionnelle : Maintenance, assistance technique et évolution de la solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Tout autre modèle joint au présent dossier d'appel d'offres ;
10. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
11. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation ;
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.

- A4. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

B1. Les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable. Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins

d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable. Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (CNSS) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres.

Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu **doivent être émis par un organisme Marocain agréé et arrêtés en Dirhams Marocains (MAD).**

NB 1 : Etant donné que la soumission par voie électronique est obligatoire, **la constitution du cautionnement provisoire s'effectue exclusivement par voie électronique, via le portail des**

marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics et conformément aux conditions d'utilisation dudit portail.

NB 2 : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

NB 3 : En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être souscrit conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Aussi, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant ».

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE II**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE III**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

NB : OFFRE FINANCIERE EXCESSIVE

Lorsque l'offre la plus avantageuse est supérieure **de plus de vingt pour cent (20%)** par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage pour les **marchés de travaux, de fournitures et de services autres que ceux qui portent sur les études**, elle est jugée **excessive** et est **systématiquement rejetée par la commission d'appel d'offres** et ce, conformément à l'article 41 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières **des concurrents résidents au Maroc** doivent être exprimées **exclusivement** en Dirhams Marocains (**MAD**). En cas de groupement avec des concurrents non-résidents au Maroc, les prix des prestations qui seront payées au membre résident au Maroc doivent être exprimés en Dirhams Marocains.

Lorsque le concurrent est non-résident au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros

- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (**EUR/USD**) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du **cours de référence du dirham** en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent **ne doit pas** proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. **A défaut, son offre sera écartée.**

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Comme précisé dans l'avis d'appel d'offres, **la soumission par voie électronique est obligatoire**. De ce fait, il est demandé aux concurrents de présenter, **électroniquement**, les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Les pièces produites par chaque concurrent doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant.

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Contenu des enveloppes :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, **Deux (02) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
2. Lorsque l'offre technique est exigée, **Trois (03) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre technique telles que détaillées dans l'article 8 ci-dessus.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloté :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques, si elles sont exigées et les offres financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS**1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques**

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis par voie électronique

La soumission par voie électronique est obligatoire. Par conséquent, les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.

Toutes les pièces exigées par le présent règlement de consultation, **doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant et ce, comme détaillé dans l'article 12 ci-dessus.**

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées et ce, avant leur insertion dans l'enveloppe électronique correspondante.

Cette signature s'effectue par le concurrent au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Les plis sont déposés moyennant le certificat de signature électronique susmentionné.

Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné à travers ledit portail.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être, **selon le choix fixé** dans la demande de ladite commission :

- soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;

- soit transmis, **par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans la demande de la commission **ne sont pas admis**.

NB :

La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format électronique.

Toutefois, l'adjudicataire est tenu de présenter sous format papier tout document demandé pour la conclusion du marché.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

- a. Tout pli déposé électroniquement** peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du **certificat de signature électronique** ayant servi au dépôt de ce pli.

Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation et avant la date et heure limites d'ouverture des plis.

- b. Les échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques** déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour ouvrable précédant le jour et l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait des échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans un registre.

Les concurrents ayant retiré leurs échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques peuvent présenter de nouveaux échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques dans les conditions prévues dans le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

La séance d'ouverture des plis des concurrents **est publique**. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, il est procédé à l'ouverture des plis et à l'examen des offres des concurrents déposés **par voie électronique** dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur jusqu'à l'achèvement des travaux de la commission de la consultation.

Les résultats de l'évaluation des offres des concurrents déposées **par voie électronique** sont portés à la connaissance de ces derniers au fur et à mesure du déroulement des travaux de la commission de consultation.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjudgé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre **via le portail des marchés publics ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre est adressée dans un délai de **cinq (05) jours ouvrables** au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction **via le portail des marchés publics ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution



normale du marché ;

3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	Adresse	Département des Achats Office National des Aéroports Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	Boîte postale	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	E-mail	achats@onda.ma
	Portail des marchés publics	https://www.marchespublics.gov.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir à compter de la date de réception de la lettre d'éviction et au plus tard dans les cinq (05) jours suivants.

Important : Toute correspondance émanant d'un concurrent, sur support papier ou par voie électronique, doit être signée, datée et établie sur papier en-tête précisant notamment, la dénomination/la raison sociale du concurrent ainsi que le nom, le prénom et la qualité de la personne habilitée ayant émis et signé ladite correspondance. A défaut, l'ONDA se réserve le droit de ne pas donner une suite à ladite correspondance.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Mise en place et maintenance d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE.

Tranche ferme : Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/ MOHAMMED V et RABAT/ SALE

Tranche conditionnelle : Maintenance, assistance technique et évolution de la solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Les attestations de référence, originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations d'importance et de complexité similaires à celles des prestations objet du présent appel d'offres. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant (**supérieur à 10 000 000,00 DHS TVA Comprise**) ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;
- L'année de réalisation (**entre 2014 et 2024**).

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

1. La liste des aéroports où des initiatives innovantes telles que « airport digital twin » sont déployées (au minimum un seul aéroport);
2. Présentation de la solution qui devra inclure au moins les éléments suivants :
 - Description de la solution
 - Architecture du système Big Data
 - Prérequis de l'implémentation et la mise en service du système
3. Le schéma synoptique de l'implémentation du système ;
4. Descriptions et offres des formations ;
5. L'organigramme nominatif de l'équipe projet avec désignation de chaque membre de l'équipe et le poste qui lui est réservé ;

6. Les CV nominatifs de l'équipe projet en précisant les diplômes, les qualités et les anciennetés dans le domaine objet de l'appel d'offres :

❖ **L'équipe du projet doit comprendre au minimum :**

- **Un directeur de projet** de formation d'ingénieur ou un niveau **Bac + 5** au minimum avec une expérience de **15 ans** dans la gestion des projets similaires.
- **Un chef de projet** de formation d'ingénieur ou un niveau **Bac + 5** au minimum avec une expérience de **10 ans** dans des projets similaires.
- **Un (1) Data architect (Bac +5 ou plus)** avec une expérience de **4 ans** dans des projets similaires.
- **Un (1) Data Scientist (Bac +5 ou plus)** avec une expérience de **4 ans** dans des projets similaires.

7. Les copies des diplômes et/ou des certificats de l'équipe projet.

8. La méthodologie d'exécution des prestations de maintenance.

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre la moins-disante sur la base du prix global combinant le prix de la tranche ferme et la tranche conditionnelle pour les trois années.**

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **089-24-AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Mise en place et maintenance d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE**

Tranche ferme : Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/ MOHAMMED V et RABAT/ SALE

Tranche conditionnelle : Maintenance, assistance technique et évolution de la solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)
- N° de patente..... (1)
- N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale **(**)** et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) À m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;

- b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT
Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n° **089-24-AOO** du **jeudi 18 juillet 2024**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Mise en place et maintenance d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE**

Tranche ferme : **Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/ MOHAMMED V et RABAT/ SALE**

Tranche conditionnelle : **Maintenance, assistance technique et évolution de la solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent
a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale **(**)** et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Tranche ferme :

- Montant hors T.V.A. Y COMPRIS DROITS DE DOUANES : (en chiffres et en lettres) ;
- Taux de la T.V.A. : **20%** ;
- Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

Tranche conditionnelle :

- Montant annuel hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Taux de la T.V.A. : **20%** ;
- Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Montant annuel T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)-TF**AO N° : 089-24-AOO**

Objet : Mise en place et maintenance d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

Tranche ferme : Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/ MOHAMMED V et RABAT/ SALE

N° PRIX	DESIGNATION DES PRESTATIONS	UDM	QUANTITE (1)	PRIX UNITAIRE HORS TVA EN CHIFFRES (*) (2)	PRIX TOTAL HORS TVA EN CHIFFRES (3)= (1)X(2)
1	Initialisation du projet et de mise en place du socle technique de la solution	Forfait	1		
2	Mise en place d'une solution permettant l'Intégration des Priorités et Objectifs aéroportuaires dans la Planification des stands	Forfait	1		
3	Mise en place d'une solution permettant l'Intégration des Priorités et Objectifs aéroportuaires dans la gestion des flux passagers	Forfait	1		
4	Mise en place d'une solution permettant l'Intégration des Priorités et Objectifs aéroportuaires dans l'optimisation des rotations	Forfait	1		
5	Mise en place d'une solution permettant l'Intégration des Priorités et Objectifs aéroportuaires dans la gestion des bagages	Forfait	1		
6	Mise en place d'une solution permettant l'Intégration des Priorités et Objectifs aéroportuaires dans la gestion des capacités	Forfait	1		
7	Monétisation du big data aéroportuaire à travers la mise en place d'un nouveau catalogue des Produits ou Services de Données	Forfait	1		
TOTAL HORS TVA Y COMPRIS DROITS DE DOUANES (A)					

N° PRIX	DESIGNATION DES PRESTATIONS	UDM	QUANTITE (1)	PRIX UNITAIRE HORS TVA EN CHIFFRES (*) (2)	PRIX TOTAL HORS TVA EN CHIFFRES (3)= (1)X(2)
DONT MONTANT DROITS DE DOUANE					
TVA 20% (B)					
TOTAL TVA COMPRISE (A+B)					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)-TC

AO N° : 089-24-AOO

Objet : Mise en place et maintenance d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

Tranche conditionnelle : Maintenance, assistance technique et évolution de la solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

PRIX	DESIGNATION DES PRESTATIONS	UDM	QUANTITE	PU HORS TVA EN CHIFFRES (*)	PT ANNUEL HORS TVA EN CHIFFRES
1	Maintenance de la solution	Forfait Trimestriel	4		
2	Assistance technique et évolution	J/H	100		
TOTAL ANNUEL HORS TVA					
TVA (20%)					
TOTAL ANNUEL TVA COMPRISE					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 089-24-AOO

Mise en place et maintenance d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

Tranche ferme : Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/ MOHAMMED V et RABAT/ SALE

Tranche conditionnelle : Maintenance, assistance technique et évolution de la solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

TABLE DES MATIERES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	5
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	5
ARTICLE 03 : TYPE DU MARCHE	5
ARTICLE 04 : DECOMPOSITION EN TRANCHES	5
ARTICLE 05 : INDEMNITES	5
ARTICLE 06 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 07 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	6
ARTICLE 08 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	6
ARTICLE 09 : RESILIATION	6
ARTICLE 10 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	7
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	7
ARTICLE 12 : CAS DE FORCE MAJEURE	7
ARTICLE 13 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	7
ARTICLE 14 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 15 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT	8
ARTICLE 16 : DROIT APPLICABLE	8
ARTICLE 17 : DROITS ET TAXES	8
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES-TF	9
ARTICLE 01 : MAITRE D'ŒUVRE	9
ARTICLE 02 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	9
ARTICLE 03 : DELAI D'EXECUTION	9
ARTICLE 04 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 05 : DELAI ET NATURE DE GARANTIE	10
ARTICLE 06 : VALIDATION ET RECEPTION DES LIVRABLES	10
ARTICLE 07 : RECEPTION DEFINITIVE	10
ARTICLE 08 : MODALITES DE PAIEMENT	10
ARTICLE 09 : PENALITES POUR RETARD	11
ARTICLE 10 : BREVETS	12
ARTICLE 11 : NORMES	12
ARTICLE 12 : FORMATION DU PERSONNEL	12
ARTICLE 13 : LIVRABLES	12
ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE	13
ARTICLE 15 : DESCRIPTION DU PROJET	13
ARTICLE 16 : QUALITE DE SERVICE	23
ARTICLE 17 : AUDIT	23
ARTICLE 18 : PLAN D'ASSURANCE DE SECURITE	24
ARTICLE 19 : RESPECT DES REGLES DE LOI 05-20 RELATIVE A LA CYBERSECURITE	24

ARTICLE 20 :	DEFINITION DES PRIX _____	24
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES-TC		25
ARTICLE 01 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	25
ARTICLE 02 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	25
ARTICLE 03 :	BREVETS _____	25
ARTICLE 04 :	NORMES _____	25
ARTICLE 05 :	DUREE DU MARCHE _____	25
ARTICLE 06 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE _____	25
ARTICLE 07 :	DELAI DE GARANTIE _____	26
ARTICLE 08 :	RECEPTION DES PRESTATIONS _____	26
ARTICLE 09 :	MODALITES DE PAIEMENT _____	26
ARTICLE 10 :	PENALITES POUR RETARD _____	26
ARTICLE 11 :	GARANTIE PARTICULIERE _____	26
ARTICLE 12 :	CONFIDENTIALITE _____	27
ARTICLE 13 :	MAINTENANCE DE LA SOLUTION _____	27
ARTICLE 14 :	ÉVOLUTION DE LA SOLUTION _____	29
ARTICLE 15 :	DEFINITION DES PRIX _____	29

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par sa Directrice Générale, faisant élection de domicile à l'Aéroport CASABLANCA Mohammed V - Nouasseur.

D'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Mise en place et maintenance d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE**

Tranche ferme : Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/ MOHAMMED V et RABAT/ SALE

Tranche conditionnelle : Maintenance, assistance technique et évolution de la solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE, tel que décrit dans les clauses techniques du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : TYPE DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché à tranche conditionnelle pour lequel il est prévu une tranche ferme couverte par un crédit budgétaire disponible et que le prestataire est certain de réaliser, et une tranche conditionnelle dont l'exécution est subordonnée par la disponibilité du crédit budgétaire et à la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement, dans les délais prévus par le présent marché.

ARTICLE 04 : DECOMPOSITION EN TRANCHES

Le présent marché comporte les tranches suivantes :

Tranche ferme : Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/ MOHAMMED V et RABAT/ SALE

Tranche conditionnelle : Maintenance, assistance technique et évolution de la solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

ARTICLE 05 : INDEMNITES

5.1 Indemnité de dédit : en cas de renonciation par le maître d'ouvrage à réaliser la tranche conditionnelle, il ne sera pas versé d'indemnité de dédit au prestataire.

5.2 Indemnité d'attente : Lorsque l'ordre de service afférent à la tranche conditionnelle n'a pu être donné dans les délais prescrit dans le présent marché, aucune indemnité d'attente ne sera versée au titulaire. Néanmoins, le titulaire a le droit de demander la résiliation de la tranche conditionnelle au cas où la notification de l'ordre de service de commencement dépassera **trois (3) mois** suivant la date prévue de commencement.

ARTICLE 06 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 5) Le CCAG-T pour **la tranche ferme** ;
- 6) Le CCAG-EMO pour la **tranche conditionnelle**.

ARTICLE 07 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du présent marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 08 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat, pour les prestations à réaliser dans le cadre de **la tranche ferme** du présent marché ;
- Le décret N° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés d'études et de maîtrises d'œuvres (CCAG EMO) exécutés pour le compte de l'Etat, pour les prestations à réaliser dans le cadre de **la tranche conditionnelle** du présent marché ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 09 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché

pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-T et/ou par l'article 52 du CCAG-EMO selon la tranche concernée du présent marché.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

L'entrepreneur est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché en application des dispositions de l'article 136 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le présent marché.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 12 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T pour les prestations à réaliser dans le cadre de **la tranche ferme** du présent marché et l'article 32 du CCAG-EMO pour les prestations à réaliser dans le cadre de **la tranche conditionnelle** dudit marché.

ARTICLE 13 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 14 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA.

Le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du

nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'engage à présenter le présent marché à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de son approbation conformément à la réglementation en vigueur. L'original du marché enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 16 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain

ARTICLE 17 : DROITS ET TAXES

Les prix du présent marché s'entendent Toutes Taxes Comprises Delivered Duty Paid (TTC DDP).

Le prestataire (Entrepreneur, fournisseur ou prestataire de service) est réputé avoir parfaitement pris connaissance de la législation fiscale en vigueur au Maroc. Par conséquent, il supportera, par défaut, tous les impôts et taxes dont il est redevable au Maroc, y compris la TVA, tous droits de douane, de port ou autres.

Les **prestations de service** réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de **10%** de ces prestations. Cet impôt est prélevé du montant desdites prestations sous forme de retenue à la source. **Une copie de l'attestation du versement** de cet impôt sera remise au prestataire, à sa demande.

Pour les entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.

Pour les prestations à réaliser dans le cadre de la tranche ferme, l'ONDA prendra en charge le paiement des impôts et taxes à l'importation y compris les droits et accessoires de douane et la TVA à l'importation **figurant sur la fiche de liquidation émise par les services de la douane, hors** les frais de la logistique (Transitaire, emmagasinage et surestaries le cas échéant) qui restent à la charge du prestataire y compris la gestion de la logistique d'importation.

Dans le cas où le Cahier des Prescriptions Spéciales prévoit le paiement par lettre de crédit et le prestataire opterait pour ce mode de paiement, le montant des droits et taxes en question sera déduit du montant du CREDOC.

Si l'ONDA paierait des frais supplémentaires, pour quelle que raison que ce soit, à cause d'un motif imputable au fournisseur, l'ONDA déduira d'office lesdits frais des sommes dues au fournisseur.

Aussi, en cas de déclaration douanière faisant ressortir des montants supérieurs à ceux indiqués au présent Marché, le supplément de droits et taxes de douane résultant de cette différence de déclaration sera à la charge du Fournisseur.

En cas d'augmentation des sommes à valoir pour la couverture des droits de douane et taxes à l'importation, l'ONDA prendra les engagements complémentaires nécessaires pour couvrir lesdites sommes, conformément à la réglementation en vigueur

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES-TF

Tranche ferme : Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/ MOHAMMED V et RABAT/ SALE

N.B : Les éventuels marques commerciales, références au catalogue, appellations, brevets, conception, types, origines ou producteurs particuliers mentionnés dans les clauses techniques sont données à titre indicatif. Le cas échéant, le prestataire peut les substituer par toute autre proposition ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité égales ou supérieures à celles qui sont exigées.

ARTICLE 01 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maitre d'œuvre de la présente tranche ferme du marché est **La Direction des Systèmes d'Information**.

ARTICLE 02 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

La présente tranche ferme du marché concerne **la fourniture** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 03 : DELAI D'EXECUTION

La présente tranche ferme du marché est valable pour une durée globale de **Vingt Deux (22) mois** à compter de la date du premier ordre de service prescrivant le commencement des prestations y afférentes.

L'exécution des prestations des différentes phases peut être effectuée **simultanément** ou **successivement**. Ne sont pas intégrés dans le délai de la présente tranche les délais de validations des livrables par l'ONDA. Chaque phase sera ordonnée par un ordre de service partiel de commencement des prestations y afférentes.

Les délais de réalisations de chacune des phases du marché sont comme suit :

	Phases	Délais
Phase 1 :	Initialisation du projet et mise en place du socle technique de la solution	4 mois
Phase 2 :	Mise en place d'une solution permettant l'intégration des priorités et objectifs aéroportuaires dans la planification des stands	6 mois
Phase 3 :	Mise en place d'une solution permettant l'intégration des priorités et objectifs aéroportuaires dans la gestion des flux passagers	2 mois
Phase 4 :	Mise en place d'une solution permettant l'intégration des priorités et objectifs aéroportuaires dans l'optimisation des rotations	2 mois
Phase 5 :	Mise en place d'une solution permettant l'intégration des priorités et objectifs aéroportuaires dans la gestion des bagages	2 mois
Phase 6 :	Mise en place d'une solution permettant l'intégration des Priorités et objectifs aéroportuaires dans la gestion des capacités	2 mois
Phase 7 :	Monétisation du big data aéroportuaire et mise en place d'un nouveau catalogue des Produits ou Services de Données	4 mois

ARTICLE 04 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE

a) **Cautionnement** : Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3%)** du montant initial de la tranche ferme du marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G-T

b) **Retenue de garantie** : Les Dispositions relatives à la retenue de garantie telles que définies aux articles 16 et 64 du C.C.A.G-T sont seules applicables.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent porter la mention « à première demande de l'ONDA » et être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 05 : DELAI ET NATURE DE GARANTIE

I. DELAI DE LA GARANTIE

Le délai de garantie est de **vingt-quatre (24) mois** à compter de la date de la réception provisoire. Durant la période de garantie, le prestataire est soumis aux dispositions arrêtées par l'article 75 du C.C.A.G-T.

II. NATURE DE LA GARANTIE

Pendant le délai de garantie, le prestataire sera tenu, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de mauvaise qualité, anomalies ou défauts constatés, sans pour autant que ces prestations supplémentaires puissent donner lieu à des frais supplémentaires.

Les interventions seront matérialisées par des PV techniques validés avec l'équipe ONDA.

ARTICLE 06 : VALIDATION ET RECEPTION DES LIVRABLES

A l'issue de chaque phase, l'ONDA procédera à la validation des livrables conformément aux dispositions définies par l'article 47 du C.C.A.G-T. Trois situations peuvent se présenter :

- Acceptation du livrable/rapport sans réserve ;
- Demande de modifications/améliorations. Le prestataire doit remettre le livrable/rapport dans un délai de **dix (10) jours maximums** à compter de la date de la communication des observations. Ce délai est compris dans le délai contractuel de la phase.
- Refus motivé du livrable/rapport pour insuffisances dûment justifiées. Dans ce cas, le prestataire est tenu de soumettre dans un délai de **quinze (15) jours** un nouveau rapport. Ce délai est compris dans le délai contractuel de la phase.

Le prestataire doit remettre les livrables dans le délai fixé pour chaque phase.

Les délais que se réserve l'ONDA pour approuver les livrable/rapports, ne sont pas compris dans le délai d'exécution des prestations objet du présent marché. Néanmoins ce délai ne doit pas dépasser **vingt (20) Jours ouvrables** par phase.

Pour respecter les délais mentionnés ci-dessus, les échanges des livrables entre le maître d'ouvrage et le titulaire doivent être tracés.

ARTICLE 07 : RECEPTION DEFINITIVE

Compte tenu de la nature des prestations, la réception définitive sera prononcée conformément aux dispositions de l'article 76 du CCAG-T.

ARTICLE 08 : MODALITES DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les paiements partiels sont autorisés.

Les paiements se feront en fonction des pourcentages précisés dans le tableau ci-dessous après validation des livrables correspondants.

PHASE(S)	PAIEMENT
----------	----------

1^{er} paiement (phases 1 et 2)	100 % du montant relatif aux 2 premières phases , à la réception provisoire partielle de la phase 2 sans toutefois dépasser 35% du montant du marché.
2^{ème} paiement (phase 3)	100 % du montant relatif à la phase 3 à la réception provisoire partielle de celle-ci sans toutefois dépasser 15% du montant du marché.
3^{ème} paiement (phase 4)	100 % du montant relatif à la phase 4 à la réception provisoire partielle de celle-ci sans toutefois dépasser 10% du montant du marché.
4^{ème} paiement (phase 5)	100 % du montant relatif à la phase 5 à la réception provisoire partielle de celle-ci sans toutefois dépasser 10% du montant du marché..
5^{ème} paiement (phase 6)	100 % du montant relatif à la phase 6 à la réception provisoire partielle de celle-ci sans toutefois dépasser 10% du montant du marché..
6^{ème} paiement (phase 7)	100 % du montant relatif à la phase 7 à la réception provisoire partielle de celle-ci sans toutefois dépasser 20% du montant du marché.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date de réception des prestations demandées et sur présentation de factures en cinq exemplaires.

Dispositions relatives à la facturation :

- Les factures doivent être émises au plus tard le dernier jour du mois de la réalisation des prestations objet du présent marché.
- Les factures doivent se conformer aux dispositions réglementaires notamment les articles 145 alinéa III et 146 du Code Général des Impôts Marocain en vigueur.
- Les factures doivent porter les dates de leur établissement.
- En cas de remise tardive de la facture générant ainsi une sanction pécuniaire, au profit du Trésor, à l'encontre de l'ONDA, le montant de ladite sanction pécuniaire sera déduit, le cas échéant, à l'identique des sommes dues au prestataire.

ARTICLE 09 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps la présente tranche du marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par la présente tranche du marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT, une pénalité de **cinq pour mille (5 ‰)** du montant initial de la présente tranche du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux prestations supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des prestations par jour de retard.

1- En cas de retard dans l'exécution des prestations : Par application de l'article 65 du CCAGT la pénalité est plafonnée à **huit pour Cent (8 ‰)** du montant initial de la présente tranche du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux prestations supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des prestations ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT.

2- En cas de retard dans la remise des documents ou rapports ou pour défaut de réalisation de certaines de ses obligations : Par application de l'article 66 du CCAGT la pénalité est

plafonnée à **deux pour Cent (2 %)** du montant initial de la présente tranche du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux prestations supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des prestations.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des comptes de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 10 : BREVETS

Le prestataire garantira le maître d'ouvrage contre toute réclamation des tiers relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

ARTICLE 11 : NORMES

Les fournitures livrées en exécution de la présente tranche du marché doivent être conformes aux normes Marocaines ou autres normes applicables au Maroc en vertu d'accords internationaux fixées aux prescriptions et spécifications techniques de la présente tranche du marché ou à des normes internationales en cas d'absence desdites normes.

ARTICLE 12 : FORMATION DU PERSONNEL

- Généralités :

La formation du personnel est incluse dans le présent marché. L'objectif de cette formation est qu'à l'issue de celle-ci, les utilisateurs soient entièrement opérationnels et autonomes sur l'utilisation efficace de la nouvelle solution.

La formation se déroulera au niveau des locaux de de l'ONDA. Le calendrier, le contenu et l'organisation de la formation seront soumis au maître d'ouvrage pour validation.

Ces formations seront réalisées par des intervenants qualifiés.

- Formation des formateurs

Cinq (05) formateurs de l'ONDA auront une formation approfondie réalisée par l'éditeur de la solution proposée, durant une période de 4 jours ouvrable au minimum.

Pendant la formation, le prestataire mettra à la disposition des formateurs tous les outils pédagogiques de formation permettant la compréhension des cours théoriques et pratiques, et notamment les supports (notices), appareillage et outils pédagogiques.

À la fin de cette prestation, les formateurs désignés par domaine auront des Certificats des éditeurs de la solution.

- Formation des utilisateurs (sur site pour chaque aéroport)

Les formations sur les solutions proposées seront réalisées par un formateur qualifié, des certificats de formations seront fournies aux personnels formés (4 participants pour la formation technique et 4 participants pour la formation d'exploitation).

ARTICLE 13 : LIVRABLES

Le titulaire doit produire les livrables suivants :

Document	Contenu
Dossier technique	- Architecture cible détaillée, - Configurations à mettre en place, - Implémentation des différents composants de la solution proposée,
Planning de déploiement	Description des différentes phases du déploiement, les intervenants, les dates début et fin de chaque opération.

Dossier du data lake	<ul style="list-style-type: none"> Le paramétrage et de mise en service du data lake avec un descriptif détaillé ; Document de Spécifications Techniques intégrant une description détaillée des exigences fonctionnelles et techniques du data lake, sa configuration matérielle et logicielle recommandée et une architecture globale du système ;
Dossier d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> - Document décrivant les tâches d'exploitation quotidiennes en termes d'arrêt/démarrage des services et des procédures de sauvegarde à mettre en place, - Manuels d'utilisation des équipements et des composants proposés.
Dossier Intelligence Artificielle	<ul style="list-style-type: none"> Tableau de Bord relatif à l'optimisation des opérations Aéroportuaires ; Interface utilisateur pour visualiser les insights générés ; Documentation des méthodes d'analyse utilisées ;

CES LIVRABLES POURRONT ETRE COMPLETES PAR D'AUTRES DOCUMENTS JUGEES UTILES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE OU LE PRESTATAIRE.

TOUS CES LIVRABLES SERONT FOURNIS EN 5 EXEMPLAIRES EN FORMAT PAPIER ET SUR CD

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

- Documents et information concernant le présent marché**

Le prestataire, sauf accord préalable donné par écrit par l'ONDA, ne communiquera concernant ce marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'Office ou en son nom, à aucune personne autre qu'une personne employée par le prestataire à l'exécution du marché.

Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'ONDA et tous ses exemplaires seront retourné à l'Office après exécution des obligations contractuelles.

- Obligation de secret professionnel lors de la phase de réalisation**

Le prestataire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'ONDA. Il est assujetti, pour tout ce qui concerne son activité découlant du présent marché, au secret professionnel.

En cas de violation des obligations contractuelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'ONDA peut résilier le marché.

- Communication autour du projet**

Toute communication publique autour de ce projet doit être précédée obligatoirement d'une autorisation écrite de l'ONDA.

ARTICLE 15 : DESCRIPTION DU PROJET

- Contexte du projet :**

Dans le cadre de la stratégie de transformation digitale de l'Office National Des Aéroports (ONDA), telle que définie dans son plan de développement triennal, « Envol 2025 », la gestion et la valorisation des données revêt un intérêt particulier, dans la mesure où dans un aéroport, différents systèmes s'interconnectent et proposent une multitude de sources de données, dont la valorisation peut apporter de nombreux avantages.

Il est à noter également que les aéroports se trouvent au carrefour d'enjeux stratégiques majeurs, allant de la performance opérationnelle à l'expérience passager, en passant par la

durabilité environnementale et la rentabilité économique. Reconnaisant ces défis, l'ONDA s'engage dans une démarche innovante pour transformer ses opérations et services. Dans cette optique, Le déploiement de l'intelligence artificielle (IA) en s'appuyant sur la puissance du big data offre une panoplie de solutions pour assurer une gestion optimale des aéroports.

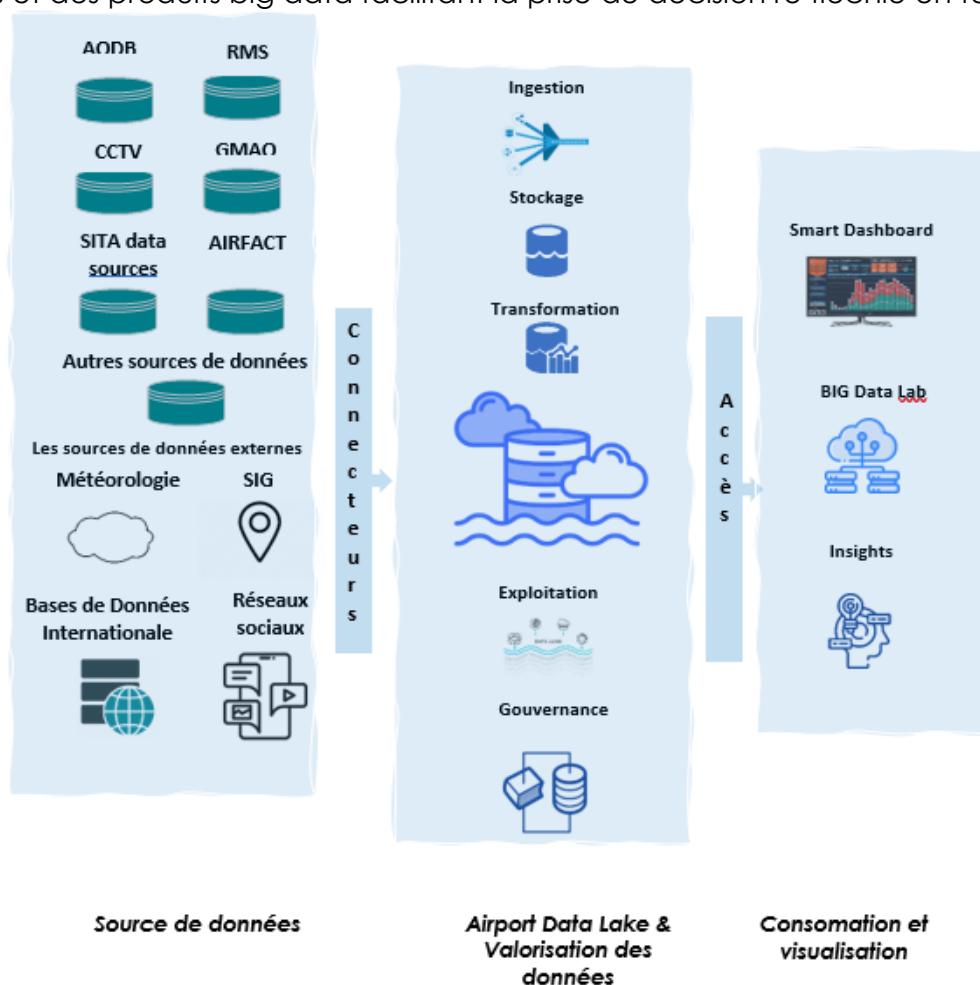
- Objectif du projet :

L'objectif principal de ce projet est la mise en place et l'intégration d'une solution intelligente permettant de proposer une analyse en profondeur et une optimisation globale des opérations aéroportuaires. En exploitant les données issues de sources diverses telles que l'AODB (Airport Operational Database), le RMS (Resource Management System), ainsi que les données sur la consommation d'énergie, le retail, et les parcours passagers, la solution envisagée transformera ces vastes ensembles de données en insights actionnables et stratégiques.

Ce projet vise également à améliorer qualitativement l'expérience globale de tous les acteurs impliqués – des équipes opérationnelles de l'aéroport aux passagers eux-mêmes. En fournissant une plateforme où les données seront non seulement traitées mais aussi intelligemment analysées et exploitées.

- Architecture Fonctionnelle de la Solution Cible :

La solution proposée constituera une plate-forme basée sur des microservices englobant l'ingestion de sources de données en temps réel et des services et modèles de machine learning qui traitent les pipelines initiés manuellement par le personnel de l'aéroport via une interface utilisateur, l'objectif étant de produire des tableaux de bord interactifs et intelligent, des insights et des produits big data facilitant la prise de décision réfléchie en temps réel.



Connexion aux Systèmes Existants

Composants :

- AODB (Airport Operational Database) ;
- RMS (Resource Management System) ;
- Autres systèmes (consommation d'énergie, retail, données passagers).

Fonctionnalité :

- Intégration via des API ou des interfaces d'échange de données ;
- Synchronisation en temps réel ou batch selon les besoins.

Objectif :

- Assurer une collecte de données fiable et exhaustive.

Mécanisme de Big Data et IA

Composants :

- Serveur de traitement Big Data (Hadoop, Spark, etc.) ;
- Moteur d'IA (algorithmes de machine learning, deep learning).

Fonctionnalité :

- Analyse des données collectées pour identifier les tendances, les anomalies, et les opportunités d'optimisation ;
- Utilisation de modèles prédictifs pour anticiper les besoins et les problèmes.

Objectif :

Fournir une analyse approfondie et des insights pour l'optimisation des opérations.

Interface de Gestion

Composants :

- Interface utilisateur graphique (GUI) ;
- Tableau de bord de gestion

Fonctionnalité :

- Permettre aux gestionnaires de définir et de modifier les objectifs opérationnels.
- Visualisation en temps réel des performances et des indicateurs clés.

Objectif :

- Faciliter la prise de décision basée sur les données.

Génération de Recommandations

Composants :

- Module de recommandation basé sur l'IA
- Système de reporting et d'alerte

Fonctionnalité :

- Générer des recommandations spécifiques basées sur l'analyse des données et les objectifs définis.
- Proposer des actions correctives et des stratégies d'optimisation.

Objectif :

- Aider à la mise en œuvre de stratégies d'optimisation efficaces.
 - **Hébergement**
- La solution doit être hébergée au niveau des data center d'un fournisseur cloud souverain conforme à la réglementation marocaine ;

- **Interfaces utilisateurs**

La solution cible doit permettre de proposer différentes interfaces utilisateurs conçues pour présenter les données et les informations de manière conviviale, adaptées aux différents groupes d'utilisateurs au sein de l'écosystème de l'aéroport. Ces interfaces devraient afficher les résultats prévisionnels du plan opérationnel actuel et des recommandations fournies par cette solution, permettant aux utilisateurs de prendre des décisions éclairées.

Grâce à ces interfaces, les parties prenantes peuvent visualiser, comparer et choisir le meilleur plan d'action en fonction de données quantifiées.

Digital twin

L'interface Digital twin aura pour objectif de soutenir les décideurs tactiques et opérationnels. Elle contient une représentation visuelle de l'aéroport pour mettre l'information en contexte et aider les utilisateurs à l'absorber

Manager de l'aéroport

L'interface utilisateur manager de l'aéroport assiste l'équipe de gestion de l'aéroport dans ses rôles. C'est là que les priorités aéroportuaires de la solution doivent être définies et que les informations au niveau stratégique sont affichées dans différents tableaux de bord.

Coordinateur de l'aéroport

L'interface du coordinateur devrait permettre d'envoyer des notifications à des parties prenantes spécifiques lorsque la plateforme a trouvé un plan alternatif qui apporte une valeur ajoutée significative. Cette interface devrait également permettre à tout utilisateur de la plateforme d'avoir une discussion spécifique au contexte, par chat, audio ou vidéo, avec d'autres membres de l'équipe.

Services de données aéroportuaires

Cette interface est nécessaire pour permettre à l'aéroport de spécifier quels consommateurs ont accès à quels types de données. L'interface affiche également des informations sur les personnes qui ont consommé des données et des détails sur les frais associés

- Phases du projet

Phase 1 : Initialisation du projet et mise en place du socle technique de la solution :

Lors de cette phase, le prestataire préparera et présentera à l'ONDA l'ensemble des éléments nécessaires au bon déroulement du projet.

Il présentera en particulier et au minimum :

- La démarche de réalisation ainsi que la liste des livrables
- Le planning de réalisation revu
- L'organisation du projet
- L'équipe projet
- Les prérequis nécessaires pour la réalisation du projet

Le prestataire sera également amené à définir les prérequis nécessaires à l'opérationnalisation de la plateforme data :

- Spécification des cas d'usage métiers
- Recensement de l'ensemble des indicateurs métiers
- Identification et qualification des différentes sources de données

Cette étude préliminaire devrait permettre au prestataire de définir :

• **Modèles de Traitement des Données :**

- Batch Processing : Les modèles de traitement par lots consistent à traiter un grand volume de données en une seule opération. Cela est souvent utilisé pour des tâches qui ne nécessitent pas une réponse en temps réel ;

- Stream Processing : Contrairement au traitement par lots, le traitement en continu permet de traiter les données à mesure qu'elles arrivent. Cela est crucial pour les applications nécessitant des résultats en temps réel.
- **Modèles Analytiques :**
 - Analyse prédictive : Utilise des algorithmes et des modèles statistiques pour prédire les futurs événements en fonction des modèles existants ;
 - Analyse descriptive : Se concentre sur la description des données, en utilisant des méthodes statistiques pour résumer, organiser et présenter les informations de manière significative ;
 - Analyse de données en temps réel : Implique l'analyse instantanée des données au fur et à mesure de leur création.
- **Modèles de Stockage de Données :**
 - Systèmes de Gestion de Bases de données ;
 - Systèmes de fichiers distribués : Hadoop Distributed File System (HDFS) est un exemple de modèle utilisé pour stocker et traiter de grandes quantités de données sur des clusters distribués.
- **Modèles de Machine Learning pour le Big Data :**
 - Apprentissage supervisé et non supervisé : Utilisation d'algorithmes de machine learning pour tirer des insights à partir de grands ensembles de données ;
 - Deep Learning : Utilisation des réseaux de neurones profonds pour des tâches complexes de traitement du langage naturel, de vision par ordinateur, etc ;
- **Modèles d'Architecture :**
 1. Architectures de traitement distribué : Utilisation de frameworks comme Apache Hadoop ou Apache Spark pour distribuer le traitement des données sur des clusters de machines ;
 2. Architectures de Cloud Computing : Utilisation de services cloud pour le stockage, le traitement et l'analyse de grandes quantités de données.
- **Livrables :**
 - Planning du projet
 - Compte rendu de la réunion de démarrage
 - Rapport de l'étude préliminaire pour la définition des prérequis nécessaires à l'opérationnalisation du Data Lake

Phase 2 : Mise en place d'une solution permettant l'intégration des priorités et objectifs aéroportuaires dans la planification des stands

Systèmes sources :

- AODB : Airport Operational Database, (Base de Données Opérationnelle Aéroportuaire) ;
- A-CDM : Airport Collaborative Decision Making (Gestion Collaborative des Décisions à l'Aéroport) ;
- Plan des parkings d'avion
- Consommation de l'Energie & du Fuel ;
- Retail ;
- Connection des passagers (escales)

Sélection des Objectifs :

Indicateur	Exemple des Objectifs
Performance opérationnelle	Réduire les conflits des stands
Capacités aéroportuaires	Optimisation de l'utilisation des stands

Gestion des revenus	Maximiser les revenus
Expérience Passager	Minimiser les risques liés aux durées d'escale serrés
Durabilité	Réduire les émissions du CO2

Proposition d'une planification adaptée aux objectifs :

Paramétrage des objectifs

Réduire les conflits des stands (parking d'avions)

Optimisation de l'utilisation des stands

Maximiser les revenus

Minimiser les risques liés aux durées d'escale serrés

Réduire les émissions du CO2



Planification prévue

Planification recommandée (AI)



La solution proposée devrait permettre au management de l'aéroport de croiser la planification prévue avec la planification recommandée des stands, en se basant sur les objectifs fixés au préalable.

La solution devrait également calculer l'écart entre la planification prévue et la planification recommandée, et assurer la réversibilité du processus de planification, autrement dit le management de l'aéroport devrait avoir la possibilité de réajuster le planning proposé par cette solution, et mesurer l'impact de ce réajustement sur les indicateurs de suivi fixés au préalable.

Livrables :

- La documentation fonctionnelle (manuels, guides et supports aux utilisateurs) et technique (manuels d'administration, procédures d'exploitation, code source...) associée à la solution ;
- Le dossier de paramétrage et de réalisation avec un descriptif détaillé ;
- Tableau de Bord relatif à la planification des stands ;
- Interface utilisateur pour visualiser les insights générés ;
- Documentation des méthodes d'analyse utilisées.

Phase 3 : Mise en place d'une solution permettant l'intégration des priorités et objectifs aéroportuaires dans la gestion des flux passagers

Systèmes sources :

- AODB : Airport Operational Database, (Base de Données Opérationnelle Aéroportuaire) ;
- A-CDM : Airport Collaborative Decision Making (Gestion Collaborative des Décisions à l'Aéroport) ;

Sélection des Objectifs :

Indicateur	Objectif
Performance opérationnelle	Améliorer la ponctualité
Capacités aéroportuaires	Optimisation du flux des passagers
Gestion des revenus	Maximiser les revenus
Efficience des coûts	Optimisation de la gestion du staff Réduction du coût de l'énergie
Expérience Passager	Réduire les connexions ratées (escales) Augmenter la satisfaction des passagers

	Réduire le temps d'attente Réduire les encombrements
Durabilité	Réduire les émissions du CO2

Proposition d'une planification adaptée aux objectifs :

Paramétrage des objectifs

Améliorer la ponctualité

Optimisation du flux des passagers

Maximiser les revenus

Optimisation de la gestion du staff

Réduire les connexions ratées (escales)

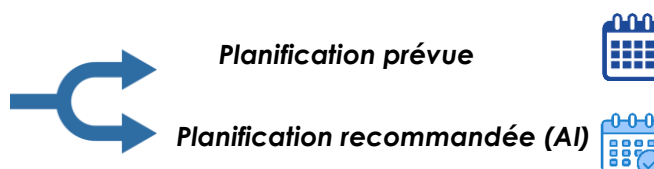
Réduction du coût de l'énergie

Augmenter la satisfaction des passagers

Réduire le temps d'attente

Réduire les encombrements

Réduire les émissions du CO2



La solution proposée devrait permettre au manager de l'aéroport d'optimiser le parcours des rotations, soit l'ensemble des actions (atterrissage, stationnement, décollage) nécessaires à un avion, lors de son passage à l'aéroport, en se basant sur les indicateurs fixés.

Livrables :

- La documentation fonctionnelle (manuels, guides et supports aux utilisateurs) et technique (manuels d'administration, procédures d'exploitation, code source...) associée à la solution ;
- Le dossier de paramétrage et de réalisation avec un descriptif détaillé ;
- Tableau de Bord relatif à la planification holistique des stands ;
- Interface utilisateur pour visualiser les insights générés ;
- Documentation des méthodes d'analyse utilisées.

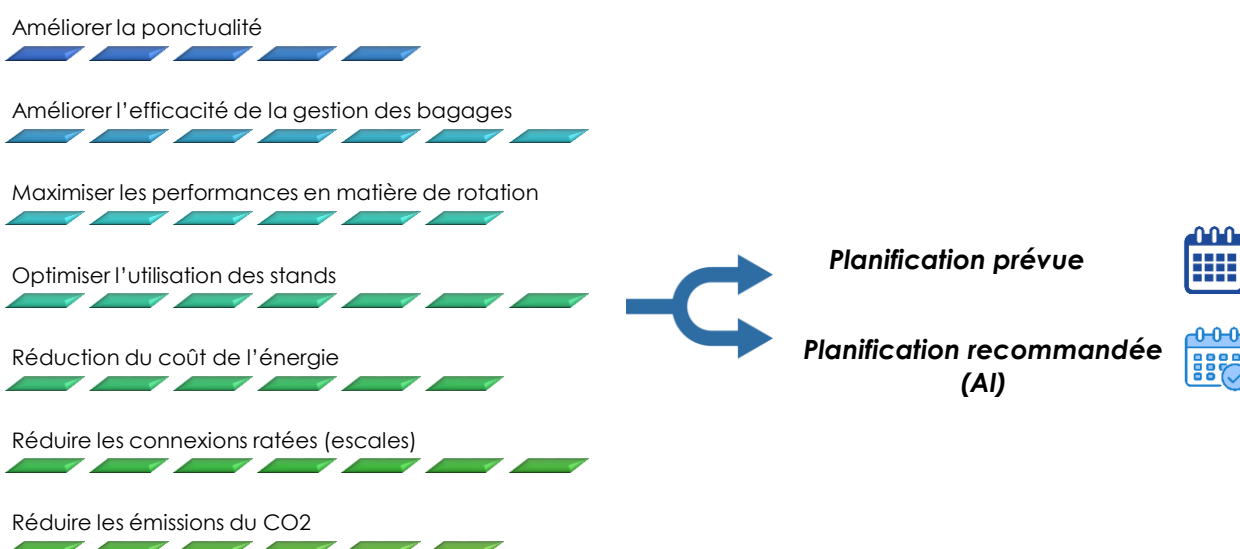
Phase 4 : Mise en place d'une solution permettant l'intégration des priorités et objectifs aéroportuaires dans l'optimisation des rotations

Systèmes sources :

- AODB : Airport Operational Database, (Base de Données Opérationnelle Aéroportuaire) ;
- A-CDM : Airport Collaborative Decision Making (Gestion Collaborative des Décisions à l'Aéroport) ;

Sélection des Objectifs :

Indicateur	Objectif
Performance opérationnelle	Améliorer la ponctualité Améliorer l'efficacité de la gestion des bagages
Capacités aéroportuaires	Maximiser les performances en matière de rotation Optimiser l'utilisation des stands
Efficience des coûts	Réduction du coût de l'énergie
Expérience Passager	Réduire les connexions ratées (escales)
Durabilité	Réduire les émissions du CO2

Proposition d'une planification adaptée aux objectifs :**Paramétrage des objectifs**

La solution proposée devrait permettre au manager de l'aéroport d'optimiser le parcours du passager, en se basant sur les indicateurs fixés.

Livrables :

- La documentation fonctionnelle (manuels, guides et supports aux utilisateurs) et technique (manuels d'administration, procédures d'exploitation, code source...) associée à la solution ;
- Le dossier de paramétrage et de réalisation avec un descriptif détaillé ;
- Tableau de Bord relatif à la planification holistique des stands ;
- Interface utilisateur pour visualiser les insights générés ;
- Documentation des méthodes d'analyse utilisées.

Phase 5 : Mise en place d'une solution permettant l'intégration des priorités et objectifs aéroportuaires dans la gestion des bagages**Systèmes sources :**

- AODB : Airport Operational Database, (Base de Données Opérationnelle Aéroportuaire) ;
- A-CDM : Airport Collaborative Decision Making (Gestion Collaborative des Décisions à l'Aéroport) ;

Sélection des Objectifs :

Indicateur	Objectif
Performance opérationnelle	Améliorer la ponctualité
Capacités aéroportuaires	Améliorer les capacités de gestion des bagages
Gestion des revenus	Maximiser les revenus liés au bagages
Efficience des coûts	Réduction du coût de l'énergie
Expérience Passager	Réduire les risques de bagages liés aux connexions ratées (escales) Réduire le temps d'attente des bagages Réduire la mauvaise manipulation des bagages
Durabilité	Réduire les émissions du CO2

Proposition d'une planification adaptée aux objectifs :**Paramétrage des objectifs**

Améliorer la ponctualité



Améliorer les capacités de gestion des bagages



Maximiser les revenus liés au bagages



Réduction du coût de l'énergie



Réduire les risques de bagages liés aux connexions ratées (escales)



Réduire le temps d'attente des bagages



Réduire la mauvaise manipulation des bagages



Réduire les émissions du CO2

**Planification prévue****Planification recommandée (AI)**

La solution proposée devrait permettre au manager de l'aéroport d'optimiser la gestion des bagages, en se basant sur les indicateurs fixés.

Livrables :

- La documentation fonctionnelle (manuels, guides et supports aux utilisateurs) et technique (manuels d'administration, procédures d'exploitation, code source...) associée à la solution ;
- Le dossier de paramétrage et de réalisation avec un descriptif détaillé ;
- Tableau de Bord relatif à la planification holistique des stands ;
- Interface utilisateur pour visualiser les insights générés ;
- Documentation des méthodes d'analyse utilisées.

Phase 6 : Mise en place d'une solution permettant l'intégration des Priorités et objectifs aéroportuaires dans la gestion des capacités**Systèmes sources :**

- AODB : Airport Operational Database, (Base de Données Opérationnelle Aéroportuaire) ;
- A-CDM : Airport Collaborative Decision Making (Gestion Collaborative des Décisions à l'Aéroport) ;

Sélection des Objectifs :

Indicateur	Objectif
Performance opérationnelle	Améliorer la ponctualité
Capacités aéroportuaires	Optimiser l'utilisation des stands Améliorer les capacités de gestion des bagages Améliorer les performances de rotation Optimiser le flux des passagers
Gestion des revenus	Maximiser les revenus liés aux bagages Maximiser les revenus liés au commerce
Efficience des coûts	Réduction du coût de l'énergie
Expérience Passager	Réduire les connexions ratées Réduire les risques de bagages liés aux connexions ratées (escales) Réduire le temps d'attente des bagages Réduire la mauvaise manipulation des bagages
Durabilité	Réduire les émissions du CO2

Proposition d'une planification adaptée aux objectifs :**Paramétrage des objectifs**

Améliorer la ponctualité



Optimiser l'utilisation des stands



Améliorer les capacités de gestion des bagages



Améliorer les performances de rotation



Optimiser le flux des passagers



Maximiser les revenus liés au bagages



Maximiser les revenus liés au commerce



Réduction du coût de l'énergie



Réduire les connexions ratées



Réduire les risques de bagages liés aux connexions ratées (escales)



Réduire le temps d'attente des bagages



Réduire la mauvaise manipulation des bagages



Réduire les émissions du CO2

**Planification prévue****Planification recommandée (AI)**

La solution proposée devrait permettre au manager de l'aéroport d'optimiser la gestion holistique des capacités, en se basant sur les indicateurs fixés.

Livrables :

- La documentation fonctionnelle (manuels, guides et supports aux utilisateurs) et technique (manuels d'administration, procédures d'exploitation, code source...) associée à la solution ;
- Le dossier de paramétrage et de réalisation avec un descriptif détaillé ;
- Tableau de Bord relatif à la planification holistique des stands ;
- Interface utilisateur pour visualiser les insights générés ;
- Documentation des méthodes d'analyse utilisées.

Phase 7 : Monétisation du big data aéroportuaire et mise en place d'un nouveau catalogue des Produits ou Services de Données :

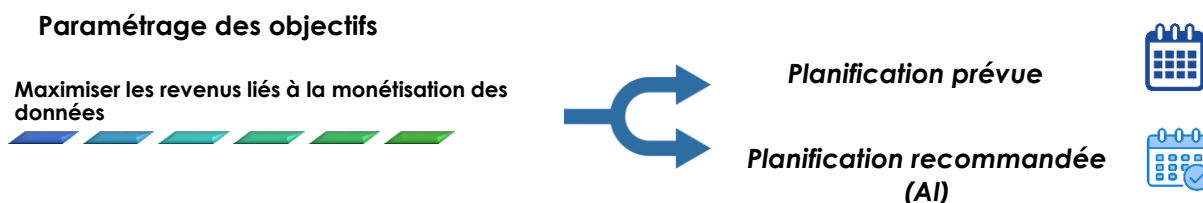
Systèmes sources :

- AODB : Airport Operational Database, (Base de Données Opérationnelle Aéroportuaire) ;
- A-CDM : Airport Collaborative Decision Making (Gestion Collaborative des Décisions à l'Aéroport) ;

Sélection des Objectifs :

Indicateur	Objectif
Gestion des revenus	Maximiser les revenus liés à la monétisation des données

Proposition d'une planification adaptée aux objectifs :



La solution proposée devrait permettre au manager de l'aéroport de maximiser les revenus, en se basant sur les indicateurs fixés.

Livrables :

- La documentation fonctionnelle (manuels, guides et supports aux utilisateurs) et technique (manuels d'administration, procédures d'exploitation, code source...) associée à la solution ;
- Le dossier de paramétrage et de réalisation avec un descriptif détaillé ;
- Tableau de Bord relatif à la planification holistique des stands ;
- Interface utilisateur pour visualiser les insights générés ;
- Documentation des méthodes d'analyse utilisées.

ARTICLE 16 : QUALITE DE SERVICE

La prestation s'engage à apporter tout le soin et la diligence nécessaires à la fourniture d'un service de qualité conformément aux usages de la profession et à l'état de l'art. Il ne répond que d'une obligation de moyens.

ARTICLE 17 : AUDIT

Conformément à cette clause le maître d'ouvrage dispose de la possibilité de faire procéder à des audits périodiques sur les conditions d'exécution du présent marché ou sur d'autres aspects techniques. Lesdits audits techniques peuvent porter sur l'infogérance du cloud et

les services connexes dans le Datacenter du prestataire, l'audit de sécurité et l'audit concernant le volet sécurisation des données.

Dans ce cadre, le prestataire doit collaborer avec l'ONDA et son sous-traitant pour offrir les conditions et les éléments adéquats à l'exercice de ces prestations.

ARTICLE 18 : PLAN D'ASSURANCE DE SECURITE

Le prestataire fournira un plan d'assurance de sécurité, ce document définit en particulier l'organisation qui sera mise en place, la méthodologie à suivre pour gérer la sécurité du projet et les mesures techniques, organisationnelles et procédurales qui seront mises en œuvre dans les phases de mise à disposition, d'exploitation et de réversibilité ou fin de contrat.

ARTICLE 19 : RESPECT DES REGLES DE LOI 05-20 RELATIVE A LA CYBERSECURITE

L'ONDA exige de respecter les règles de Loi 05-20 relative à la cyber sécurité y compris la conformité par rapport à la Directive Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information.

ARTICLE 20 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAAT.

PRIX 1 : Initialisation du projet et mise en place du socle technique de la solution

Tel que définie dans l'article « DESCRIPTION DU PROJET » du CPS de la présente tranche

PRIX 2 : Mise en place d'une solution permettant l'intégration des priorités et objectifs aéroportuaires dans la planification des stands

Tel que définie dans l'article « DESCRIPTION DU PROJET » du CPS de la présente tranche

PRIX 3 : Mise en place d'une solution permettant l'intégration des priorités et objectifs aéroportuaires dans la gestion des flux passagers

Tel que définie dans l'article « DESCRIPTION DU PROJET » du CPS de la présente tranche

Prix 4 : Mise en place d'une solution permettant l'intégration des priorités et objectifs aéroportuaires dans l'optimisation des rotations

Tel que définie dans l'article « DESCRIPTION DU PROJET » du CPS de la présente tranche

Prix 5 : Mise en place d'une solution permettant l'intégration des priorités et objectifs aéroportuaires dans la gestion des bagages

Tel que définie dans l'article « DESCRIPTION DU PROJET » du CPS de la présente tranche

Prix 6 : Mise en place d'une solution permettant l'intégration des Priorités et objectifs aéroportuaires dans la gestion des capacités

Tel que définie dans l'article « DESCRIPTION DU PROJET » du CPS de la présente tranche

Prix 7 : Monétisation du big data aéroportuaire et mise en place d'un nouveau catalogue des Produits ou Services de Données

Tel que définie dans l'article « DESCRIPTION DU PROJET » du CPS de la présente tranche

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES-TC

Tranche conditionnelle : Maintenance, assistance technique et évolution de la solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

N.B : Les éventuels marques commerciales, références au catalogue, appellations, brevets, conception, types, origines ou producteurs particuliers mentionnés dans les clauses techniques sont données à titre indicatif. Le cas échéant, le prestataire peut les substituer par toute autre proposition ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité égales ou supérieures à celles qui sont exigées.

ARTICLE 01 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre de la présente tranche du marché est **La Direction des Systèmes d'Information**.

ARTICLE 02 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

La présente tranche conditionnelle du marché concerne **une prestation de service** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 03 : BREVETS

Le prestataire garantira à l'ONDA contre toute réclamation des tiers relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

ARTICLE 04 : NORMES

Les fournitures livrées en exécution de la présente tranche du marché doivent être conformes aux normes Marocaines ou autres normes applicables au Maroc en vertu d'accords internationaux fixées aux prescriptions et spécifications techniques de la présente tranche du marché ou à des normes internationales en cas d'absence desdites normes.

ARTICLE 05 : DUREE DU MARCHÉ

La présente tranche conditionnelle du marché est valable pour **une durée d'une (1) année** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations de cette tranche (**après la réception définitive de la Tranche ferme : Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/ MOHAMMED V et RABAT/ SALE**) renouvelable d'année en année par tacite reconduction pour **une durée maximale de (03) trois années**, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis de réception **trois (03) mois** au moins avant la fin de l'année en cours (date d'anniversaire).

ARTICLE 06 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE

a) **Cautionnement** : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial de la tranche conditionnelle du marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 12 du C.C.A.G-EMO

b) **Retenue de garantie** : Par dérogation aux dispositions de l'article 40 du C.C.A.G-EMO, aucune retenue de garantie ne sera opérée au titre de la présente tranche du marché.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent porter la mention « à première demande de l'ONDA » et être émises par un organisme marocain agréé .

ARTICLE 07 : DELAI DE GARANTIE

Par dérogation aux dispositions de l'article 48 du CCAG-EMO et compte tenu de la nature des prestations, aucun délai de garantie n'est prévu.

ARTICLE 08 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Les réceptions partielles des prestations sont autorisées.

Les réceptions seront prononcées **trimestriellement** par les personnes habilitées de l'ONDA et seront sanctionnées par l'établissement d'attestations de service fait.

Compte tenu de la nature des prestations, la réception définitive sera prononcée conformément aux dispositions de l'article 49 du CCAG-EMO.

ARTICLE 09 : MODALITES DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution de la présente tranche du marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les réceptions et les facturations seront effectuées trimestriellement à terme échu.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires.

Dispositions relatives à la facturation :

- Les factures doivent être émises au plus tard le dernier jour du mois de la réalisation des prestations objet du présent marché.
- Les factures doivent se conformer aux dispositions réglementaires notamment les articles 145 alinéa III et 146 du Code Général des Impôts Marocain en vigueur.
- Les factures doivent porter les dates de leur établissement.
- En cas de remise tardive de la facture générant ainsi une sanction pécuniaire, au profit du Trésor, à l'encontre de l'ONDA, le montant de ladite sanction pécuniaire sera déduit, le cas échéant, à l'identique des sommes dues au prestataire.

ARTICLE 10 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations définies par le présent marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévue par ce marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 42 du CCAG EMO, une pénalité de **cinq pour mille (5‰)** du montant initial du marché, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, par jour de retard.

La pénalité est plafonnée à **dix pour cent (10%)** du montant initial du marché, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures correctives prévues par l'article 52 du CCAG EMO.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 11 : GARANTIE PARTICULIERE

Le prestataire garantit que toutes les fournitures livrées en exécution du marché sont neuves, n'ont jamais été utilisées, sont du modèle le plus récent en service et incluent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf si le marché en a

disposé autrement. Le fournisseur garantit en outre que les fournitures livrées en exécution du marché n'auront aucune défectuosité due à leur conception, aux matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre (sauf dans la mesure où la conception ou le matériau est requis par les spécifications de l'ONDA) ou à tout acte ou omission du fournisseur, survenant pendant l'utilisation normale des fournitures livrées dans les conditions prévalant dans le pays de destination finale.

Le maître d'œuvre notifiera au fournisseur par écrit toute réclamation faisant jouer cette garantie.

A la réception d'une telle notification, le fournisseur, remplacera les fournitures non conformes sans frais pour le maître d'ouvrage.

Si le prestataire, après notification, manque à se conformer à la notification du maître d'ouvrage, dans un délai de **deux mois au maximum** ce dernier applique les mesures coercitives nécessaires, aux risques et frais du fournisseur et sans préjudice de tout autre recours de l'acquéreur contre le fournisseur en application des clauses du marché.

ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE

• Documents et information concernant le présent marché

Le prestataire, sauf accord préalable donné par écrit par l'ONDA, ne communiquera concernant ce marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'Office ou en son nom, à aucune personne autre qu'une personne employée par le prestataire à l'exécution du marché.

Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'ONDA et tous ses exemplaires seront retourné à l'Office après exécution des obligations contractuelles.

• Obligation de secret professionnel lors de la phase de réalisation

Le prestataire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'ONDA. Il est assujéti, pour tout ce qui concerne son activité découlant du présent marché, au secret professionnel.

En cas de violation des obligations contractuelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'ONDA peut résilier le marché.

• Communication autour du projet

Toute communication publique autour de ce projet doit être précédée obligatoirement d'une autorisation écrite de l'ONDA.

ARTICLE 13 : MAINTENANCE DE LA SOLUTION

1. CONTENU DU SERVICE

Le prestataire s'engage à fournir, durant les périodes de garantie et de maintenance, un contact unique qui assurera le suivi pour le compte de l'ONDA des niveaux de services, des incidents (en particulier les incidents critiques) et des opérations de maintenance.

Les prestations demandées dans la suite de ce chapitre s'appliquent pour les prestations de garantie et de maintenance.

Les prestations de garantie et de maintenance couvrent toutes les composantes de la solution cible.

Tous les frais de déplacement, les interventions objet de la période de garantie et de la maintenance sont à la charge du prestataire.

2. MAINTENANCE CURATIVE

Le prestataire s'engage, pendant la période de garantie et de la maintenance, sur les prestations suivantes au minimum :

- Mettre à la disposition de maître de l'ouvrage un centre de support pour la déclaration de tout dysfonctionnement constaté au niveau de la solution cible ;
- Assurer une assistance téléphonique selon la plage horaire demandée par l'ONDA ;
- Intervenir à sa charge et selon le délai d'intervention demandé par l'ONDA pour diagnostic et résolution des dysfonctionnements ;
- Fournir à l'ONDA à l'issue de chaque intervention et après résolution du dysfonctionnement, un rapport d'incident décrivant l'origine du problème, les actions de résolutions et les recommandations éventuelles. Ce rapport sera signé contradictoirement par l'ONDA et le Prestataire.

3. MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET PÉRIODIQUE

Les prestations de maintenance préventives consistent à assurer les services suivants au minimum :

- Visites d'entretien et contrôles périodiques, assurés par une ressource qualifiée, pour l'entretien de la solution cible et réalisation des actions nécessaires en vue de maintenir le bon niveau de performances et de fonctionnement optimal de la solution. Cette maintenance a pour objet au minimum :
 - Test de bon fonctionnement du logiciel, la configuration, le paramétrage et la mise à jour des logiciels et des licences ;
 - L'analyse de l'environnement, du comportement des logiciels et des journaux des événements ;
 - L'identification des risques de dysfonctionnement et les améliorations liées à l'évolution du système ou de la normalisation ;
 - Le contrôle de la sécurité ;
 - Le réglage, les vérifications nécessaires, le nettoyage et toute autre opération visant à maintenir la solution dans les conditions d'utilisation optimales selon les performances et les consignes de l'éditeur de la solution ;
 - Toute autre action de maintenance préventive nécessaire au maintien en condition opérationnelle de la solution cible ;
 - Élaboration d'un rapport d'entretien englobant une analyse de l'état de santé des composants de la plate-forme et de son fonctionnement ainsi les recommandations sous forme de plan d'actions pour le maintien du fonctionnement optimal de la solution ;
 - Mise en place des changements nécessaires après accord avec l'ONDA et selon le planning fixé conjointement, pour le maintien du fonctionnement optimal de la solution cible.
- Apporter à l'ONDA son conseil et son assistance ainsi que ses recommandations selon les meilleures pratiques en cas de demande formalisée par l'ONDA, dans le cadre de la maintenance, pour la revue et évolution de la solution.
- Mettre à jour la documentation et transfert de compétence vers l'équipe de l'ONDA.

Le prestataire s'engage à proposer et à réaliser les plans d'évolution et d'amélioration, dans le cadre de la maintenance préventive, selon une démarche de changement rigoureuse et sans impact sur les services en production de ONDA.

Le prestataire s'engage à fournir un rapport de maintenance préventive à l'issue de chaque période de maintenance précisant les opérations de maintenance préventives et plans d'action issus des recommandations, les statuts de réalisation, les résultats et améliorations obtenues.

ARTICLE 14 : ÉVOLUTION DE LA SOLUTION

Évolution Continue :

• Mises à Jour et Améliorations :

- I. Le prestataire doit fournir des mises à jour régulières de la solution, intégrant des fonctionnalités améliorées et des correctifs de sécurité ;
- II. Les améliorations doivent être conçues pour optimiser les performances et suivre l'évolution des technologies.

• Scalabilité :

- La solution devra être conçue de manière à être facilement évolutive pour accompagner l'évolution du big data relatif à l'activité aéroportuaire ;
- Des mécanismes d'évolutivité devront être mis en œuvre pour ajouter des capacités de manière transparente.

• Intégration avec de Nouveaux Systèmes :

- Le prestataire devra garantir la compatibilité et l'intégration de la solution avec de nouveaux systèmes émergents au sein de l'aéroport ;
- Des protocoles d'interface standardisés devront être adoptés pour faciliter l'interopérabilité.

Maintenance Continue :

• Support Technique :

- Le prestataire devra fournir un support technique continu, y compris une assistance téléphonique, des services en ligne et une équipe dédiée pour résoudre les problèmes opérationnels ;
- Des temps de réponse appropriés en cas de dysfonctionnement critique devront être établis.

• Gestion des Incidents :

- Un processus clair de gestion des incidents devra être mis en place pour traiter rapidement les problèmes signalés au niveau de la solution ;
- Des rapports d'incident détaillés et des plans d'action pour la résolution devront être fournis.

ARTICLE 15 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG-EMO.

PRIX 1 : Maintenance de la solution

PRIX 2 : Evolution de la solution

Appel d'offres ouvert N° 089-24-AOO

Mise en place et maintenance d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

Tranche ferme : Conception et implémentation d'une solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/ MOHAMMED V et RABAT/ SALE

Tranche conditionnelle : Maintenance, assistance technique et évolution de la solution intelligente pour un management dynamique des objectifs et priorités opérationnels des aéroports CASABLANCA/MOHAMMED V et RABAT/SALE

Direction concernée	Direction des Achats et de la Logistique
 Mr. Rachid CHAFNI Chef de Département Digital Factory  M. EL KARIMI ABDELHALIM Directeur des systèmes d'information	 Le Directeur des Achats et de la Logistique Abdelhak BOUKHLOUF
Direction Générale de l'ONDA	
 31 MAI 2024 La Directrice Générale Habiba LAKLALECH	
Concurrent	
CPS lu et accepté sans réserve	